

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 09 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Nord-Est

17 rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Code AIOT : 0006702300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 dans l'établissement SUEZ RV Nord-Est implanté CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE - RD 670 - 67270 HOCHFELDEN. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Nord-Est
- CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE - RD 670 - 67270 HOCHFELDEN
- Code AIOT : 0006702300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux en phase de suivi post-exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la pollution des rejets atmosphériques
- prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement de fossé	AP Complémentaire du 30/09/2019, article 4	/	Sans objet
2	Traitement du biogaz	AP Complémentaire du 30/09/2019, article 8	/	Sans objet
3	Surveillance de la torchère	AP Complémentaire du 30/09/2019, article 8	/	Sans objet
4	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 8.26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence l'absence de vérification des installations électriques de la torchère. La vérification électrique des installations est programmée pour le mois de septembre 2022. Compte tenu de ces éléments, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

Il est attendu que l'exploitant :

- transmette à l'Inspection le rapport d'analyses des rejets atmosphériques et la nouvelle cartographie des émissions diffuses de méthane ;
- met en place un verrouillage du portillon de la réserve incendie ;
- s'assure que la réserve incendie soit suffisamment éclairée en période nocturne.

L'exploitant informera l'Inspection des démarches engagées et des suites données aux observations selon les délais précisés dans ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement de fossé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30 septembre 2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le relief doit permettre un écoulement satisfaisant des eaux de pluie pour éviter qu'elles ne stagnent sur la couverture. À cet effet, la pente est d'au moins 3 %. Un fossé unique sera réalisé au niveau de la jonction des zones «Hochfelden I» et «Hochfelden II» avec le dimensionnement mentionné dans la note fournie en annexe 2 du dossier de cessation d'activité du 6 avril 2017 [...].
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence du fossé entre les zones Hochfelden I et Hochfelden II. Le fossé a été vérifié sur plusieurs secteurs qui n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : traitement du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30 septembre 2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, rejet air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose des moyens de contrôles portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les 6 mois pour les paramètres suivants : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂ , H ₂ O, débit, pression atmosphérique, et annuellement pour le paramètre N ₂ [...]. Le contrôle des installations de traitement du biogaz (torchère) est assuré tous les 6 mois a minima

selon les paramètres suivants : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité, température, pression et teneur en O2 [...].

L'exploitant réalise tous les 5 ans une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation [...].

Constats :

La torchère a été remplacée le 2 mars 2022 par une plus petite pour améliorer l'efficacité du traitement du biogaz.

Les contrôles mensuels du réseau de collecte de biogaz sont réalisés en interne et tracés dans un rapport présenté le jour de la visite. La qualité du biogaz vérifiée le 11 mai 2022 a été présentée et n'appelle pas d'observation.

La campagne d'analyse 2022 des rejets atmosphériques a été réalisée début août, au jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport. Le rapport 2021 n'a pas été consulté, la campagne de mesures a été réalisée sur l'ancienne torchère.

La dernière cartographie des émissions diffuses de méthane date de décembre 2017. Quelques émanations ponctuelles ont été relevées au niveau des têtes de puits ou des regards et à l'étanchéité au pied du talus. Il n'a pas été relevé d'émissions diffuses importantes. Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas de justificatifs des travaux réalisés à l'issue de la cartographie de 2017. Une nouvelle campagne des émissions diffuses est programmée en septembre 2022.

Observations :

L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport d'analyses des rejets atmosphériques et la nouvelle cartographie des émissions diffuses de méthane, dès leur réception.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance de la torchère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30 septembre 2019, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, rejets air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant met en place un système d'alerte et d'astreinte en cas de dysfonctionnement de la torchère de destruction du biogaz. Le délai de remise en état de la torchère ne doit pas excéder 48 heures. En cas de dépassement de ce délai, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées en précisant la nature des dysfonctionnements, le délai d'intervention prévu et les mesures compensatoires mises en place [...].

La maintenance de la torchère est assurée semestriellement ; la vérification électrique est assurée annuellement [...].

Constats :

La surveillance du système de traitement du biogaz est gérée en télégestion. En cas de dysfonctionnement, l'agent d'astreinte a la possibilité d'effectuer un ré-enclenchement du système à distance ou d'intervenir, si besoin sur site dans les meilleurs délais (délais de route d'environ 2 heures).

La maintenance semestrielle n'a pas encore été réalisée sur ce nouvel équipement, installé en mars 2022. La maintenance est programmée pour septembre 2022.

La vérification annuelle des installations électriques de l'installation de traitement de biogaz et du réseau de captage de biogaz n'a pas été effectué. L'exploitant a présenté un bon de commande daté de février 2022. L'organisme de contrôle n'avait pas réalisé la prestation au jour de la visite. La vérification est prévue en septembre 2022.

Observations :

Considérant la commande passée par l'exploitant concernant la vérification des installations électriques, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade. L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport de vérification des installations électriques dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23 janvier 2012, article 8.26

Thème(s) : Risques accidentels, risques incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant dispose de moyens disponibles en permanence afin de pouvoir lutter efficacement contre l'incendie :

- une réserve d'eau incendie constituée au minimum de 200 m³ disponible en toute circonstance ;
- une réserve d'eau supplémentaire de 2 350 m³ constituée par les 5 bassins de confinement des eaux pluviales ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et des déchets ;
- de moyens d'éclairage à proximité de l'entrée du site, des réserves d'eau et de la zone en cours d'exploitation [...].

Constats :

Un panneau d'information situé à l'entrée du site affiche les coordonnées des principaux intervenants.

L'installation est équipée de 3 extincteurs à jour de vérification.

La réserve incendie dispose d'une bonne quantité d'eau (environ 70 % de la capacité totale du bassin). Le volume fixé dans l'article cité ci-dessus a été établi pour le site en activité. Le site est actuellement en suivi post-exploitation, il n'y a plus d'activité. Le risque incendie a donc fortement diminué. L'exploitant précise qu'une réserve d'eau est aussi disponible dans les bassins d'eau pluviales, ce point n'a pas fait l'objet d'un contrôle le jour de la visite.

Les prises de raccordement pour le pompage sont présentes sur la réserve incendie.

La réserve incendie est clôturée mais le portillon n'est pas verrouillé. Elle est située à l'intérieur du périmètre de l'installation, lui-même clôturé. L'exploitant s'est engagé à verrouiller le portillon de la réserve incendie.

Le site est équipé d'un éclairage à détection automatique pour les différents intervenants. La réserve incendie ne dispose pas de projecteur direct. Un projecteur est positionné à proximité de la réserve et est dirigé pour éclairer la route.

La visite a été réalisée en journée, il n'a pas été possible de vérifier si l'éclairage des autres projecteurs diffuse suffisamment de luminosité pour permettre une bonne visibilité au niveau de la réserve incendie. L'exploitant s'est engagé à ajouter un projecteur direct pour éclairer la réserve incendie.

Observations :

Il est nécessaire que l'exploitant :

- mette en place un verrouillage du portillon de la réserve incendie ;
- s'assure que la réserve incendie soit suffisamment éclairée en période nocturne.

L'exploitant informera l'Inspection des démarches prises, dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet